

Éclats

ISSN : 2804-5866

: COMUE Université Bourgogne Franche-Comté

2 | 2022

La recherche et le discours scientifique

Le monde académique d'après ? Études animales, discours et politiques scientifiques au temps de la Covid-19

The Academic World after Coronavirus? Animal Studies, Scientific Discourse and Policies in the Covid-19 Era

Article publié le 15 décembre 2022.

Émilie Dardenne

DOI : 10.58335/eclats.281

 <https://preo.u-bourgogne.fr/eclats/index.php?id=281>

Licence CC BY 4.0 (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)

Émilie Dardenne, « Le monde académique d'après ? Études animales, discours et politiques scientifiques au temps de la Covid-19 », *Éclats* [], 2 | 2022, publié le 15 décembre 2022 et consulté le 23 mai 2024. Droits d'auteur : [Licence CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). DOI : 10.58335/eclats.281. URL : <https://preo.u-bourgogne.fr/eclats/index.php?id=281>

La revue *Éclats* autorise et encourage le dépôt de ce pdf dans des archives ouvertes.

PREO

PREO est une plateforme de diffusion [voie diamant](#).

Le monde académique d'après ? Études animales, discours et politiques scientifiques au temps de la Covid-19

The Academic World after Coronavirus? Animal Studies, Scientific Discourse and Policies in the Covid-19 Era

Éclats

Article publié le 15 décembre 2022.

2 | 2022

La recherche et le discours scientifique

Émilie Dardenne

DOI : 10.58335/eclats.281

 <https://preo.u-bourgogne.fr/eclats/index.php?id=281>

Licence CC BY 4.0 (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)

I. La crise de la Covid-19

I.1. Agriculture intensive et zoonoses

I.2. IPBES : 22 scientifiques tirent la sonnette d'alarme

I.3. Reconsidérer les relations anthropozoologiques

II. Études animales, épistémologie et responsabilité académique

II.1. *Lobbying* industriel de la recherche

II.2. Hiérarchies de crédibilité

II.3. Territoires académiques des études animales

Conclusion

Cet article présente pour partie un travail de recherche en cours. Il est également constitué d'extraits traduits d'un texte publié dans la revue *E-rea* : « [The Tipping Point?](http://journals.openedition.org/erea/12283) (<http://journals.openedition.org/erea/12283>) *The Covid-19 Crisis, Critical Animal Studies and Academic Responsibility* » (<http://journals.openedition.org/erea/12283>), *E-rea*, 18.2, 2021.

- 1 Face à l'épidémie et à la crise de la Covid-19, un événement d'une ampleur telle qu'il donne l'impression qu'il y a eu un monde d'avant et qu'il y aura un monde d'après, quel rôle les universitaires devraient-elles et devraient-ils jouer ? Leur mission leur confère-t-elle une responsabilité morale accrue, ou même une responsabilité morale tout court ? L'urgence et le caractère exceptionnel de la situation changent-ils quelque chose à leur rôle ? S'agissant de celles et de ceux qui travaillent dans le champ des *animal studies*, ou études animales, et donc se penchent sur la représentation culturelle, philosophique, juridique, etc. des autres animaux ou sur les relations anthropozoologiques, il peut y avoir une dissonance entre la rigueur intellectuelle et scientifique requise, la tradition d'objectivité et de neutralité d'une part, et un besoin croissant d'alerter la communauté sur l'ampleur du désastre environnemental, sanitaire, moral et des difficultés vécues par les animaux non humains d'autre part. Au demeurant, la recherche peut-elle être tout à fait neutre, vierge de toute contamination idéologique, de tout conflit d'intérêts ?
- 2 La crise de la Covid-19, laquelle frappe actuellement de nombreuses sociétés humaines, rend la question plus pertinente que jamais. C'est pourquoi cet article se propose d'explorer certains de ces effets d'un point de vue académique, épistémologique et éthique. Il examinera d'abord le contexte dans lequel la crise de la Covid-19 est apparue et verra ce qu'elle signifie en matière de relations anthropozoologiques. Il s'efforcera ensuite d'explorer les questions d'épistémologie et de responsabilité académique afférentes dans une perspective d'études animales *mainstream* ou critiques. Le paysage sera ce faisant nécessairement simplifié, l'ambition de ce court article étant d'ouvrir un chantier en jetant les fondements d'une réflexion renouvelée sur le lien entre recherche et décision politique et sur la difficulté, pour certaines voix critiques, de se faire entendre.

I. La crise de la Covid-19

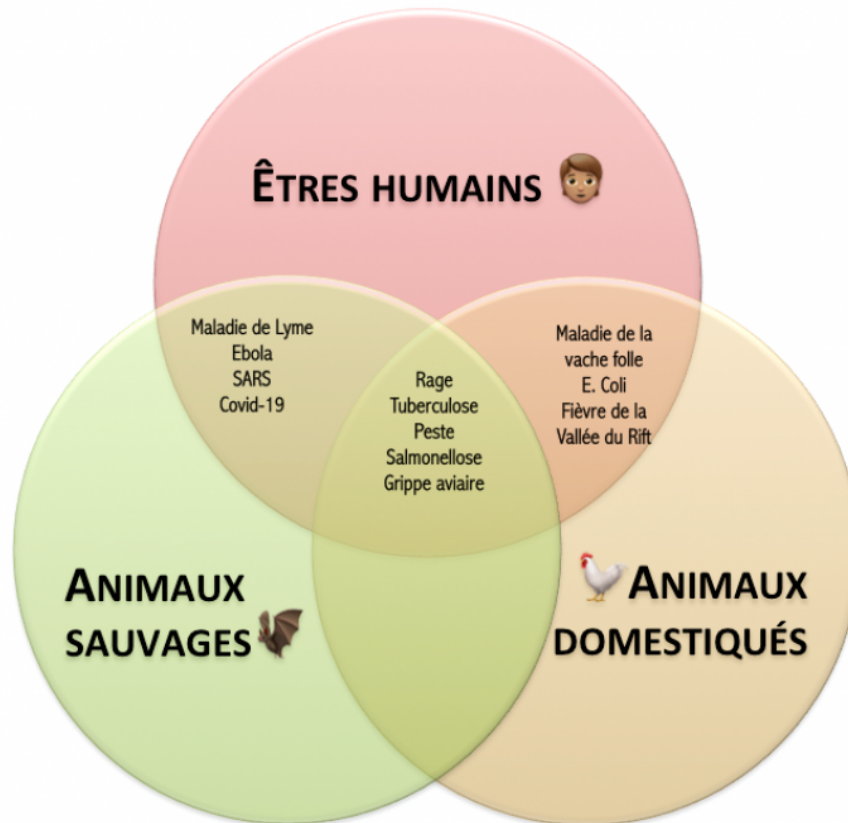
- 3 L'apparition de la maladie respiratoire Covid-19 près d'un « marché humide » à Wuhan, en Chine, a attiré l'attention des gouvernements

et des populations du monde entier sur les zoonoses, ces maladies ou infections qui se transmettent des animaux vertébrés aux êtres humains par contact physique direct, par l'air, l'eau ou par la voie d'un hôte intermédiaire. Ces agents pathogènes zoonotiques n'affectent généralement pas les animaux non-humains dans lesquels ils résident, mais ils peuvent représenter un risque majeur pour les êtres humains qui n'ont pas d'immunité naturelle contre eux. Une étude publiée en avril 2014 a montré que les zoonoses causent plus de 2,5 milliards de maladies humaines chaque année, et 2,7 millions de morts au sein de notre espèce¹. Leur liste est longue : SRAS, grippe pandémique H1N1 2009, grippe aviaire, VIH, rage, et, récemment, Covid-19, également connue sous le nom de SRAS-CoV-2, qui s'est propagée sur tous les continents en l'espace de quelques semaines. Elle a été officiellement classée par l'Organisation Mondiale de la Santé comme pandémie le 11 mars 2020. Ce sont les interactions accrues entre humains et autres animaux, dues à l'extension des activités anthropiques, qui ont créé des conditions idéales de transmission des virus d'une espèce à l'autre². L'anthropisation favorise ce phénomène en appauvrissant les ressources et en dégradant la biodiversité dont les parasites font partie intégrante.

I.1. Agriculture intensive et zoonoses

- 4 Au-delà des interactions accrues avec la faune libre, l'intensification agricole aggrave également le risque d'émergence zoonotique³. Les chercheurs et les chercheuses mettent d'ailleurs depuis longtemps au jour les conséquences de l'agriculture intensive sur la santé mondiale. En 2016, le Programme des Nations Unies pour l'environnement a alerté les pouvoirs publics sur le danger que représente la demande croissante de produits animaux, laquelle encourage l'intensification de l'élevage et une densité toujours plus élevée des individus dans les exploitations. Le risque d'apparition et de propagation des maladies augmente corrélativement, attendu que les élevages intensifs utilisent généralement des animaux à faible diversité génétique. Les conditions idéales pour que les agents pathogènes se propagent rapidement sont donc réunies⁴.

Quelques zoonoses et les populations qu'elles touchent



Adapté du GAO (Government Accountability Office) étatsunien. Rapport adressé aux membres requérants du Congrès. « Biosurveillance. Nonfederal Capabilities Should Be Considered in Creating a National Biosurveillance Strategy » (octobre 2011).

- 5 La crise actuelle trouve également son origine dans un contexte plus large de changements anthropiques qui affectent la biomasse sur terre par le biais de l'augmentation exponentielle de certaines populations animales domestiquées. La biomasse humaine et la biomasse du bétail dépassent aujourd'hui de loin celle des mammifères sauvages. C'est également le cas pour les oiseaux : la biomasse des volailles domestiques est environ trois fois supérieure à celle des oiseaux sauvages⁵.
- 6 Dès lors, le développement de l'élevage a fourni une nouvelle dynamique à la transmission des zoonoses, en favorisant, dans le cas de la volaille, la forte densité d'oiseaux dans les exploitations intensives et le fait que les individus dans une installation donnée ont tendance à

être génétiquement uniformes. Si un virus s'y introduit, rien ne l'arrête : il peut se propager sans rencontrer de résistance puisque les animaux, immunodéprimés, possèdent un patrimoine génétique uniforme. S'il fait ensuite le saut d'espèce et contamine un être humain qui lui est immunitairement naïf, une épidémie émerge.

I.2. IPBES : 22 scientifiques tirent la sonnette d'alarme

- 7 En juillet 2020, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques a réuni vingt-deux expertes et experts pour un séminaire international de quatre jours consacrés à l'étude des causes des pandémies, des moyens de les prévenir et de les maîtriser.
- 8 Dirigé par le zoologue étatsunien Peter Daszak, le groupe a rendu ses conclusions dans un rapport le 29 octobre 2020 : « ce sont les mêmes changements environnementaux qui entraînent la perte de la biodiversité, le changement climatique et les pandémies⁶ ». La prévention de leur apparition devrait être un impératif mondial de santé publique. Sans cette gestion préventive, il faut s'attendre dans un futur proche à voir les pandémies d'origine zoonotique se multiplier et faire toujours plus de victimes directes par les contaminations et les décès, mais également indirectes, par les impacts économiques et sociétaux des crises sanitaires qu'elles déclenchent. Or, le péril est grand : « on estime à 1,7 million le nombre de virus qui n'ont pas encore été découverts chez les mammifères ou les oiseaux. Entre 540,000 et 850,000 d'entre eux pourraient menacer d'infecter les êtres humains⁷ ».
- 9 Ce rapport souligne encore le fait que 70 % des maladies émergentes et la quasi-totalité des pandémies connues (VIH et Covid-19 en tête), sont des zoonoses amplifiées par les activités humaines : intensification agricole, commerce international, alimentation non-durable, etc. Le fonctionnement des écosystèmes s'en voit perturbé pour longtemps, alors que les contacts entre différentes espèces, y compris entre l'espèce humaine et les autres animaux, augmentent.
- 10 Le rapport met en outre en lumière l'accélération d'émergence de ces virus. D'ici peu, le monde pourrait connaître l'apparition d'une nou-

velle pandémie tous les dix ans. Le bon sens voudrait donc que les pouvoirs publics se dotent de moyens plus adéquats pour évaluer les risques, mieux prévenir et maîtriser ces crises. Les moyens mis en place actuellement par différents états, dont la France, pour lutter contre la Covid-19 ne paraissant pas durables, s'appuyant sur des confinements à répétition et une course au vaccin, sans prise en compte des causes sous-jacentes de la pandémie. Il faut, selon les scientifiques de l'IPBES, agir bien en amont, attendu que « les pandémies et autres zoonoses émergentes génèrent une grande souffrance humaine ainsi que des dégâts économiques qu'on estime supérieurs, chaque année, à un millier de milliards de dollars⁸ ».

- 11 Peter Daszak et ses collègues délaissent donc le terrain de la pure recherche scientifique pour s'engager sur celui des politiques publiques et prôner la détection et le contrôle des risques de maladies émergentes, la limitation des activités humaines entraînant une dégradation de la biodiversité, le soutien aux activités agricoles durables, des taxes sur la viande, la revalorisation de l'approche *One Health* (interdépendance de la santé humaine, animale, et environnementale).
- 12 La prévention aurait par ailleurs des vertus financières et économiques. D'autres études ont montré que le coût de l'inaction était cent fois supérieur à celui de l'action préventive. Les coûts afférents à la gestion de la Covid-19 s'élèvent en effet à plusieurs milliers de milliards d'euros. À titre d'exemple, citons une estimation de la Banque Asiatique de Développement qui chiffre le coût de la distanciation sociale et des restrictions sur les voyages dus à la pandémie de Covid-19 : il pourrait atteindre une somme comprise entre 5,8 et 8,8 milliers de milliards de dollars, soit entre 6,4 et 9,7 % du PIB mondial⁹.
- 13 Les voix scientifiques s'élèvent depuis longtemps pour souligner l'urgence, que le rapport de l'IPBES martèle encore : créer une organisation intergouvernementale sur les pandémies, établir des accords internationaux fixant des objectifs contraignants, créer des taxes sur la consommation carnée, surveiller les zones à risque, travailler sur la gestion économique des pandémies. Malgré l'ampleur de la pandémie actuelle, bon nombre de ces voix peinent à se faire entendre, ce qui fait apparaître d'autres questions au-delà de l'articulation entre recherche et engagement : celle de la prise en compte par les pouvoirs publics des données scientifiques, celle de la nécessité de multiplier

les points de vue et notamment d'intégrer celui des sciences humaines et des humanités. De fait, ces disciplines possèdent une forte vocation critique, constituant ainsi que le montrait le philosophe Jacques Derrida « un lieu de résistance irrédentiste¹⁰ » au sein d'une Université qui devrait être selon lui « sans condition », c'est-à-dire totalement libre de questionner et de proposer, voire de dire publiquement tout ce qu'exigent une recherche, un savoir et une pensée « de la vérité¹¹ ».

I.3. Reconsidérer les relations anthropozoologiques

- 14 La crise de la Covid-19 est donc révélatrice de la nécessité de traduire les données scientifiques par des choix politiques concrets comme le fait d'entamer une refonte du système d'aides à l'agriculture, notamment en mettant fin aux subventions distribuées à l'agriculture intensive et en taxant les produits animaux afin d'incorporer le coût des externalités environnementales et sanitaires¹².
- 15 Les économistes Romain Espinosa, Nicolas Treich et Damian Tago proposent que les décideurs publics envisagent une combinaison de mesures visant des évolutions fiscales et comportementales, mais aussi des campagnes d'information afin d'infléchir la consommation carnée. À long terme, le développement de protéines alternatives devrait être encouragé sous des formes diverses : tofu, seitan et burgers végétaux, insectes comestibles, viande cellulaire¹³.
- 16 Le monde académique pourrait en outre se saisir de cette crise pour s'interroger plus avant sur les effets des relations anthropozoologiques, dans ce qu'elles ont d'aberrant ou de dommageable, afin de contribuer à déconstruire un conditionnement culturel qui a invisibilisé les autres animaux et nos pratiques à leur endroit. Les études animales, *mainstream* ou critiques, sont particulièrement bien placées pour le faire puisqu'elles s'intéressent à ces relations, aux catégorisations qui organisent les animaux en différents groupes en fonction des rôles qu'on leur attribue, au statut moral des animaux non-humains, et à leurs représentations¹⁴. Le versant critique des études animales est, des deux courants, le plus en capacité de tirer les enseignements de la crise actuelle, attendu qu'il se penche précisément sur les questions de normativité et de politiques de la condition ani-

male. Les études animales critiques étudient en effet les circonstances qui déterminent l'état, les situations de vie, le statut des animaux non humains, et visent leur amélioration.

II. Études animales, épistémologie et responsabilité académique

- 17 Dans son article fondateur « The Rise of Critical Animal Studies », Steven Best dénonçait l'inaction individuelle et collective en matière de changement climatique et de relations anthropozoologiques. Cette inertie détermine pourtant le destin des écosystèmes et des générations à venir, lesquelles risquent de vivre dans un monde non seulement dégradé, mais de surcroît littéralement dystopique¹⁵. Le philosophe étatsunien rejette avec vigueur le positivisme de la recherche académique, laquelle valorise les valeurs apolitiques et le devoir de réserve qui enjoint les scientifiques de s'abstenir de participer activement à la vie dans la cité. Contre l'idée que la production de connaissances n'est en rien faite pour façonner le monde et qu'elle ne saurait avoir de parti pris idéologique, Steven Best et d'autres ont lancé le courant des études animales critiques, ancré dans les sciences humaines et les humanités. Elles explorent les discriminations, les représentations, les rapports de pouvoir dans les relations anthropozoologiques et adoptent une grille de lecture critique.
- 18 L'un des constats faits par ces universitaires est que la relation entre le monde académique, les politiques publiques et la vie citoyenne est bien plus complexe qu'elle n'y paraît. Il y a pour commencer beaucoup de sujets qui ne peuvent faire consensus. Les recherches évoluent constamment et voient leurs cadres explicatifs changer, il y a en outre nécessairement des choix à opérer sur les plans épistémologique, méthodologique et théorique. Par ailleurs, les choix des pouvoirs publics sur les travaux scientifiques qu'ils promeuvent ou citent sont éminemment politiques : les disciplines convoquées, le profil des chercheurs cités et des chercheuses citées, les institutions sélectionnées ne sont pas anodins. Ils reflètent une distribution des fonds de recherche, un certain prestige et une certaine influence. Il en va de même des travaux auxquels font appel les décideurs et décideuses politiques : seront favorisés ceux dont les conclusions s'accordent avec certains intérêts politiques ou économiques, au détriment des

autres¹⁶. Les orientations sont aussi impulsées, indirectement, par les structures de pouvoir des établissements de recherche et d'enseignement supérieur mêmes, où certaines disciplines sont valorisées, où une hiérarchie du savoir existe¹⁷ et où l'émergence de nouveaux domaines de recherche n'est pas facilitée¹⁸.

II.1. Lobbying industriel de la recherche

19 La communauté universitaire n'est-elle pas, en elle-même, une des causes des biais dans la recherche ? La logique d'une recherche financée par le secteur privé permet de mettre au jour ce problème. On peut donner plusieurs exemples : aux États-Unis et France. Tracey Clunies-Ross et Nicholas Hildyard ont fait valoir dans leur ouvrage *The Politics of Industrial Agriculture* que, bien qu'elles ne constituent qu'une petite partie du budget total de la recherche, les sommes versées par les entreprises sont une source de pouvoir au sein des laboratoires de recherche, contribuant à la stabilité des projets et ouvrant des voies de promotion aux chercheurs et aux chercheuses¹⁹. L'agriculture industrielle est désormais en mesure d'affecter des fonds à la recherche qui sert le mieux ses intérêts, ce qui, le cas échéant, porte un autre coup à la position prétendument apolitique et neutre du monde universitaire. Cela se traduit par un autre problème : la recherche biotechnologique pour l'agriculture est financée, tandis que les travaux de recherche sur l'écologie et la gestion des ressources sont négligés. De toute évidence, les politiques de recherche menées au sein des universités et autres institutions publiques rejaillissent sur les programmes de formation universitaire, de sorte que :

La recherche et la formation étant effectivement dominées par l'approche industrielle de l'agriculture, cette industrie évolue librement dans un contexte politique globalement favorable à ses objectifs. Les personnes formées ou employées dans le cadre de cette approche peuvent passer librement d'un secteur à l'autre : université, secteur public, secteur privé et instances gouvernementales²⁰.

20 Les entreprises agro-industrielles qui soutiennent l'élevage intensif mettent par ailleurs en place des campagnes de surveillance, d'atteinte à la réputation et autres formes de représailles contre les uni-

versitaires, scientifiques ou vétérinaires qui mettent en cause leurs pratiques. Aux États-Unis, le magazine indépendant d'investigation *The Intercept* a dévoilé un cas récent²¹. Il s'appuie sur des documents obtenus grâce à une demande d'accès à l'information (*FOIA request*) déposée auprès du ministère de l'agriculture étatsunien. Il démontre que les filières de production carnée cherchent activement à favoriser une culture de l'intimidation à l'encontre de leurs détracteurs, quels qu'ils soient. Une vétérinaire californienne, Crystal Heath, qui avait révélé des abus commis dans les élevages porcins lors de la crise de la Covid, en a fait les frais au printemps 2020, de façon particulièrement remarquable : diffamation et fausses accusations d'accointance avec des milieux terroristes. Les prises de position des vétérinaires, comme celles des universitaires, sont perçues par les filières comme dommageables, car leur expertise professionnelle, de même que l'acquisition et l'application de connaissances scientifiques que leur formation requiert rendent leur discours particulièrement convaincant.

- 21 Les grandes industries tentent également de saper les programmes de recherche ou les formations qui ne concordent pas avec leurs intérêts. L'autrice de cet article, laquelle a lancé une formation en études animales à l'Université Rennes 2 en 2019 en a fait les frais. Outragées que l'équipe pédagogique puisse comprendre des professionnels de l'animalisme, des organisations de la production animale française (Interbev, Interprofession Bétail et Viande et la Confédération Nationale de la Boucherie, Boucherie-Charcuterie, Traiteurs) ont transmis au président de l'Université de Rennes 2 des lettres de plainte, tandis que le lobby de la production animale à l'Assemblée Nationale tentait de lancer une campagne de dénigrement dans les médias et alertait le ministère de l'Enseignement supérieur sur le « parti pris affiché de cette formation²² », sans oublier la domination exercée par les sciences dites « dures » sur les sciences sociales et les humanités. Cette hiérarchie implicite dans l'ordre des connaissances s'est manifestée le plus clairement lorsque le Diplôme d'Université « Animaux et société » a été lancé et mis en cause par des collègues neuroscientifiques de l'université voisine. Ils ont à leur tour écrit au président et déploré le fait que parmi les intervenants il n'y ait « aucun spécialiste universitaire ni des animaux, ni d'éthique animale, ni de nutrition... mais des membres d'associations très engagées »,

alors que la responsable pédagogique travaille sur l'éthique animale depuis de nombreuses années, et que d'autres collègues membres de l'équipe pédagogique avaient étudié les relations anthropozoologiques du point de vue de l'histoire de la science, du droit, de l'éducation et de la géographie.

- 22 Second exemple de conflit d'intérêts à l'INRA en 2006 : accusé d'accointance avec la filière du foie gras, le prestigieux institut aurait produit de la recherche d'opportunité, selon Robert Dantzer, un de ses propres chercheurs, retraité de l'établissement et spécialiste des hormones de stress. Il a dénoncé dans les colonnes du *Monde* une « pseudoscience » menée par des chercheurs acquis à la production animale et financés par le Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (à hauteur de 20 %, selon le journaliste scientifique Hervé Morin²³). Cette polémique a émergé après qu'un militant animaliste, Antoine Comiti, a publié un ouvrage intitulé *L'INRA au secours du foie gras* lequel accusait l'institut de produire des données dédouanant l'élevage intensif de palmipèdes, passant outre certains indicateurs de bien-être animal²⁴.

II.2. Hiérarchies de crédibilité

- 23 Cela démontre plusieurs choses. Premièrement, la hiérarchie dans l'ordre du savoir est encore bien réelle, avec une monopolisation des sciences dites « dures ». Deuxièmement, l'agriculture industrielle n'hésite pas à harceler et intimider les universitaires pour leur faire abandonner leurs recherches ou pour fragiliser leurs carrières. Troisièmement, même si le monde universitaire est censé être indépendant et la recherche censée promouvoir l'intérêt public, le financement public de la recherche universitaire s'étant graduellement tari ou bien étant alloué de manière inappropriée²⁵, la part des financements émanant de l'industrie a progressé (selon le rapport *Regard sur l'éducation 2016* publié par l'OCDE, les financements privés à destination de l'enseignement supérieur français ont fortement augmenté entre 2008 et 2013²⁶ ; le rapport de 2020 indique quant à lui qu'entre 2012 et 2017, la part privée de ce financement a continué d'augmenter en France, ainsi qu'elle l'a fait dans la majorité des pays de l'OCDE²⁷), faisant valoir de façon de plus en plus appuyée les intérêts du secteur privé. Quatrièmement, cela fait écho à ce que le sociologue Howard

Becker a appelé la « hiérarchie de la crédibilité ». Ce terme renvoie à l'idée que l'autorité est inégalement partagée : dans un espace social donné, lorsqu'une histoire est racontée du point de vue des catégories dominées, on soupçonne forcément qu'il y a un parti pris en leur faveur. Le sociologue l'explique dans les termes suivants :

À l'intérieur de tout système hiérarchisé de groupe, les participants tiennent pour acquis que les membres du rang le plus élevé détiennent le droit de définir la situation. [...] Si nous sommes effectivement membres d'un groupe, nous nous devons, moralement parlant, d'accepter la définition imposée par le groupe dominant sur la réalité plutôt que les définitions qui en sont prônées par les groupes subordonnés [...] ²⁸.

- 24 Howard Becker affirme en outre que l'existence d'une hiérarchie de la crédibilité ne peut être niée, même si l'on est en désaccord avec son injonction de croire le groupe dominant. Lorsque (et si) une sympathie suffisante avec les dominés se développe et qu'on s'approche de leur point de vue, on sait alors qu'il y a un conflit avec ce que « tout le monde sait ». On peut décider que le point de vue de l'éleveur ou de l'agro-industrie sera adopté, ou celui de la vétérinaire, ou encore celui du cochon (et pourquoi pas celui des générations futures ou celui des personnes qui seront touchées par une pandémie à venir). Toutefois, si on ne tient pas compte des questions soulevées par la relation entre dominants et dominés, alors on travaille implicitement du côté des premiers.
- 25 Qu'est-ce que cela signifie pour les études animales ? Tant que les animaux non-humains sont étudiés simplement dans leur dimension relative et subordonnée, et tant que ce que cette position implicite n'est pas abordée de manière critique, en étudiant l'occultation des animaux dans les installations intensives, ou en mettant au jour la dégradation systématique de la biodiversité animale par exemple, les travaux des chercheurs et des chercheuses ne sont pas susceptibles de souligner la nécessité d'un changement moral, politique, économique en faveur des non-humains. La question de la normativité est une dimension importante des études animales, et plus encore des études animales critiques. Manquer de s'y confronter, c'est potentiellement se rendre coupable d'une tromperie épistémologique : ce se-

rait viser une illusoire objectivité qui ne serait autre que la simple légitimation de l'orthodoxie morale.

II.3. Territoires académiques des études animales

26 Partant, en quoi le travail des universitaires en études animales diffère-t-il de celui des activistes pour les droits des animaux ? Dans le cas de l'épidémie de Covid-19, les chercheuses et chercheurs peuvent donner une vue d'ensemble du phénomène du point de vue des relations anthropozoologiques, ou du point de vue des animaux non-humains eux-mêmes (dans la mesure où on peut effectivement s'approcher de ce point de vue). Elles et ils peuvent montrer que la situation est la somme de nombreuses valeurs, attitudes, traditions qui ont façonné la vision des animaux non-humains, la manière dont ils sont traités. Voici quelques exemples, parmi tant d'autres, des vastes territoires académiques explorés par les études animales *mainstream* et critiques :

- Les anthropologues et les philosophes montrent que la consommation des corps des animaux est tellement tenue pour acquise, normalisée qu'elle n'est pas considérée comme une relation entre les humains et les autres animaux. Elles et ils retracent l'origine de la césure éthico-métaphysique entre le monde humain et le monde non-humain, césure sur laquelle s'est fondé l'anthropocentrisme.
- Les linguistes étudient le symbolisme animal associé à la dépréciation systématique des non-humains dans le langage, l'occultation des individus dans l'élevage et l'abattage par des euphémismes, etc.
- Les psychologues et les économistes étudient le paradoxe de la viande, l'économie du bien-être animal et la manière dont le spécisme façonne le comportement des consommateurs et des consommatrices, ainsi que les interactions anthropozoologiques.

Conclusion

27 Beaucoup d'universitaires (écologues, économistes, éthologues, philosophes, politologues, etc.) ont déjà pris position dans le cadre de la crise de la Covid-19. Leur mission leur confère-t-elle une responsabilité morale ou politique accrue, ou même une responsabilité tout

court ? Doivent-elles, doivent-ils soutenir un changement de paradigme ? Oui, car cette crise est révélatrice du fait que l'objectivité scientifique sanctifiée par le monde académique n'est pas nécessairement souhaitable, et même qu'elle peut être remise en cause en elle-même, en tant qu'elle est parfois illusoire, lorsqu'elle n'est autre que la subjectivité des dominants. Par ailleurs, les rapports entre recherche, épistémologie, politiques scientifiques et relations anthropozoologiques sont complexes et multidimensionnels. Les chercheuses et chercheurs en études animales devraient pouvoir exprimer leur souhait de voir advenir pour un monde plus sain, plus juste et plus durable, sans qu'on (leurs collègues, les médias, le secteur privé) ne les condamne pour un travail qui semblerait trop engagé. En effet, elles et ils occupent une place idéale pour plaider précisément dans le sens du changement, en soulignant le caractère aberrant de certaines relations anthropozoologiques, en mettant au jour le désastre causé par l'extension des structures anthropiques. Au-delà de l'impossibilité du retour au *statu quo* anté-Covid, la priorité serait avant toute chose d'établir des barrières interspécifiques. À l'échelle mondiale, les universitaires ne devraient en outre pas reculer devant les préconisations suivantes, que leurs recherches ont contribué à formuler :

- Une approche abolitionniste du commerce des espèces sauvages.
- La fermeture des marchés humides.
- Des mesures visant à modifier les comportements de consommation dangereux, y compris l'utilisation de la faune dans la médecine traditionnelle et la consommation de produits animaux.
- Des réformes profondes des systèmes de production alimentaire et de l'approche intensive et industrielle de l'agriculture qui sont parmi les principaux moteurs du changement climatique (en plus de polluer les cours d'eau, de produire des mégatonnes de gaz à effet de serre, de contribuer à la déforestation).
- Une politique de réduction de la consommation de produits carnés, soutenue par des taxes sur la viande.
- Un investissement accru dans les recherches sur les pandémies, les zoonoses, les effets directs et indirects de l'élevage et de l'anthropisation de l'espace.

28 La réponse de long terme à la crise du Covid-19 devra intégrer la justice sociale interspécifique. Quand le monde est dangereux, le changer ne devient-il la raison la plus importante de faire de la re-

cherche ? Le développement des études animales devrait donc être soutenu, tandis que les attaques contre des universitaires ou des programmes d'enseignement supérieur par les lobbys de l'agro-industrie devraient être dénoncées, analysées et condamnées par la communauté universitaire.

- 29 Ce bref article a tenté d'ouvrir quelques pistes de réflexion, à l'aide d'exemples qu'il faudrait multiplier et de références bibliographiques qu'il faudrait étoffer, ceci afin de peindre un tableau plus fin de la situation et de restituer toute l'étendue d'une crise profonde et complexe. Ce texte a par exemple souligné le fait que le monde académique lui-même constitue une partie du problème, attendu qu'il existe plusieurs types de biais dans la recherche, et que les chercheurs et chercheuses ne précisent pas nécessairement le point de vue qu'elles et ils adoptent. Leur rôle est essentiel tant la gestion des urgences comme la catastrophe de la Covid-19 reposent fortement sur des traditions, des préjugés, des émotions, des croyances, souvent inconscientes, liées aux relations anthropozoologiques. La nature et l'évolution de ces relations seront cruciales dans l'émergence ou la prévention de futures pandémies anthropozoonotiques, dans la lutte contre le changement climatique et dans le bien-être de ces animaux eux-mêmes. Les études animales pourraient également grandement bénéficier à la vie de la cité en aidant à prévenir de nouvelles épidémies si le financement institutionnel de ces recherches était revu à la hausse. Une approche prudentielle de la crise actuelle met en lumière un gaspillage presque inimaginable (en plus d'être paradoxal) d'argent engendré par des milliers de milliards dépensés pour faire face à la crise, alors que les budgets consacrés à la prévention de futures catastrophes sanitaires sont insuffisants.
- 30 Ce moment peut constituer un tournant pour des raisons prudentielles, pour le bien-être à venir des générations actuelles et pour celui des générations futures. Il peut également constituer un tournant pour des raisons structurelles car les intérêts de l'agro-industrie dans la recherche universitaire font que les recherches sur la biodiversité ainsi que les approches en études animales sont négligées, les décisions politiques étant de plus en plus justifiées par référence à certains savoirs spécifiques à l'exclusion d'autres approches. C'est la raison pour laquelle les études animales, *mainstream* ou critiques, doivent être nommées, identifiées, définies, pour exister en tant que

domaines de recherche, d'enseignement supérieur et de réflexion, car elles sont un lieu idéal pour aborder la politique de la connaissance en rapport avec les relations entre les êtres humains et les autres animaux.

BACEVIC Jana (28 avril 2020), « There's Such Thing As Just "Following the Science" – Coronavirus Advice is Political », *The Guardian*. Disponible en ligne : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/28/theres-no-such-thing-just-following-the-science-coronavirus-advice-political>. Consulté le 4 mai 2020.

BAR-ON Yinon, PHILLIPS Rob, MILO Ron (19 juin 2018), « The Biomass Distribution on Earth ». In *Proceedings of the National Academy of Sciences* 115, n° 25. Disponible en ligne : <http://www.pnas.org/content/115/25/6506>. Consulté le 2 mai 2020.

BECKER Howard S. (hiver 1967), « De quel côté sommes-nous ? ». Extraits de « Whose Side Are We On? », in *Social Problems*, vol. 14, n° 3, p. 239-247. Traduits et présentés par Fabrice FERNANDEZ dans Didier FASSIN et Samuel LEZE (dir.) (2013), *La question morale. Une anthologie critique*. Paris : Puf, p. 475-489.

BEST Steven (2009), « The Rise of Critical Animal Studies: Putting Theory into Action and Animal Liberation into Higher Education ». In *Journal for Critical Animal Studies*, vol. 7, n° 1, p. 9-52.

BRUGERE Fabienne, DEMOULE Jean-Paul, PELLETIER Willy (4 décembre 2017), « Pourquoi les sciences humaines sont-elles si dévalorisées ? ». In *L'Hu-*

manité. Disponible en ligne : <https://www.humanite.fr/pourquoi-les-sciences-humaines-sont-elles-si-devalorisees-646570>. Consulté le 20 novembre 2020.

CLUNIES-ROSS Tracey, HILDYARD Nicholas (2013), *The Politics of Industrial Agriculture*. Routledge, 2013.

COMITE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, « La recherche publique en France en 2019 : Diagnostic et propositions du Comité national ». Disponible en ligne : <https://www.cnrs.fr/comitenational/Actualites/Propositions-Comite-national-Juillet-2019.pdf>. Consulté le 25 août 2020.

COMITI Antoine (2006), *L'INRA au secours du foie gras. Enquête sur une expertise publique sous contrôle de l'industrie*. Lyon : Éditions Sentiencie.

DARDENNE Émilie (2020), *Introduction aux études animales*. Paris : Puf.

DERRIDA Jacques (2001), *L'Université sans condition*. Paris : Galilée.

ESPINOSA Romain, TAGO Damian, TREICH Nicolas (4 août 2020), « Infectious Diseases and Meat Production ». In *Environmental and Resource Economics*. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1007/s10640-020-00484-3>. Consulté le 20 novembre 2020.

GEBREYES Wondwossen A., DUPOUY-CAMET Jena, NEWPORT Melanie J., OLIVEIRA Celso J., SCHLESINGER Larry

S., SAIF Yehia M., KARIUKI Samuel, SAIF Linda J., SAVILLE William, WITTUM Thomas, HOET Armando, QUESSY Sylvain, KAZWALA Rudovick, TEKOLA Berhe, SHRYOCK Thomas, BISESI Michael, PATCHANEE Prapas, BOONMAR Sumalee, KING Lonnie J. (2014), « The Global One Health Paradigm: Challenges and Opportunities for Tackling Infectious Diseases at the Human, Animal, and Environment Interface in Low-Resource Settings ». In *Public Library of Science Neglected Tropical Diseases*, vol. 8, 11 : e3257. Disponible en ligne : [10.1371/journal.pntd.0003257](http://dx.doi.org/10.1371/journal.pntd.0003257) (<http://dx.doi.org/10.1371/journal.pntd.0003257>).

GREENWALD Glenn (10 octobre 2020), « New Documents Reveal How the Animal Agriculture Industry Surveils and Punishes Critics ». In *The Intercept*. Disponible en ligne : <https://theintercept.com/2020/10/10/new-documents-reveal-how-the-animal-agriculture-industry-surveils-and-punishes-critics/>.

Consulté le 19 novembre 2020.

JOHNSON Christine K., HITCHENS Peta L., PANDIT Pranav S., RUSHMORE Julie, EVANS Tierra S., YOUNG Cristin C., DOYLE Megan M. (avril 2020), « Global Shifts in Mammalian Population Trends Reveal Key Predictors of Virus Spillover Risk ». In *Proceedings of the Royal Society B*, 287. Disponible en ligne : https://www.researchgate.net/deref/http%3A%2F%2Fdx.doi.org%2F10.1098%2Frspb.2019.2736?_sg%5B0%5D=5AaF4s7bAqBft5405iEXtff7QMurdROokhMNS_Z-MWBH8IAoufmQjVdlyHkkF3LtwMLHiccA8MMaBDcW0sSaCP9ow.rnZJnrMXB25Mf0LicTslQ02St4ncj2y7Xv-KvaiLGHUbHOJvHD8gP3x46Btgt3KTbdR6YUjQP-mWvs2qITBeFw.

JONES Bryony A., GRACE Delia, KOCK Richard, ALONSO Silvia, RUSHTON Jo-

nathan, SAID Mohammed Y., MCKEEVER Declan, MUTUA Florence, YOUNG Jarrah, MCDERMOTT John, PFEIFFER Dirk Udo (21 mai 2013), « Zoonosis Emergence Linked to Agricultural Intensification and Environmental Change ». In *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 110, n° 21, p. 8399–8404. Disponible en ligne : <http://doi.org/10.1073/pnas.1208059110>.

LE FUR Marc (2019), « Question n° 19697 posée à Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation », « Enseignement supérieur. Création à l'UFR Rennes 2 d'un diplôme d'université (DU) "animaux et sociétés" ». *Assemblée Nationale, Débats Parlementaires. Journal Officiel de la République Française*, n° 21 A. N. (Q), 21 mai 2019, p. 4604.

MORIN Hervé (29 décembre 2006), « L'INRA accusé de conflits d'intérêts avec la filière du foie gras ». In *Le Monde*.

OCDE (2016), *Regards sur l'éducation 2016 : les indicateurs de l'OCDE*. Paris : Éditions de l'OCDE. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1787/eag-2016-fr>. Consulté le 23 juillet 2021.

OCDE (2020), *Regards sur l'éducation 2020 : les indicateurs de l'OCDE*. Paris : Éditions de l'OCDE. En ligne : <https://doi.org/10.1787/7adde83a-fr>. Consulté le 23 juillet 2021.

PARK Cyn-Young, VILLAFUERTE James, ABIAD Abdul, NARAYANAN Badri, BANZON Eduardo, SAMSON Jindra, AFTAB Ammar, TAYAG Mara Claire (Mai 2020), « An Updated Assessment of the Economic Impact of COVID-19 ». In *Asian Development Bank*. Disponible en ligne : [Licence CC BY 4.0](https://www.adb.org/publications/up-</p></div><div data-bbox=)

[dated-assessment-economic-impact-covid-19](#). Consulté le 19 novembre 2020.

PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES (23 mars 2018), « Worsening Worldwide Land Degradation Now “Critical”, Undermining Well-Being of 3.2 Billion People ». Disponible en ligne : <https://ipbes.net/news/media-release-worsening-worldwide-land-degradation-now-‘critical’-undermining-well-being-32>. Consulté le 29 avril 2020.

PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES (29 octobre 2020), « IPBES Workshop on Biodiversity and Pandemics. ». Disponible en ligne : https://ipbes.net/sites/default/files/202010/20201028%20IPBES%20Pandemics%20Workshop%20Report%20Plain%20Text%20Final_0.pdf.

Consulté le 19 novembre 2020.

SPRINGMANN Marco, MASON-D’CROZ Daniel, ROBINSON Sherman, WIEBE Keith D., GODFRAY H., RAYNER J. Charles Mike, SCARBOROUGH Peter (2018), « Health-Motivated Taxes on Red and Processed Meat: A Modelling Study on Optimal Tax Levels and Associated Health Impacts ». In *Public Library of Science ONE*, vol. 13, n° 11: e0204139. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0204139>.

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME (2016), « UNEP Frontiers 2016 Report: Emerging Issues of Environmental Concern ». Nairobi.

WEILER Hans N. (2006), « Challenging the Orthodoxies of Knowledge: Epistemological, Structural and Political Implications for Higher Education ». In Guy NEAVE (dir.), *Knowledge, Power and Dissent. Critical Perspectives on Higher Education and Research in Knowledge Society*, UNESCO Publishing, p. 61-87.

1 GEBREYES W. A., DUPOUY-CAMET J., NEWPORT M. J., OLIVEIRA C. J., SCHLESINGER L. S., SAIF Y. M., KARIUKI S., SAIF L. J., SAVILLE W., WITTUM T., HOET A., QUESSY S., KAZWALA R., TEKOLA B., SHRYOCK T., BISESI M., PATCHANEE P., BOONMAR S., KING L. J. (2014), « The Global One Health Paradigm: Challenges and Opportunities for Tackling Infectious Diseases at the Human, Animal, and Environment Interface in Low-Resource Settings ». In *Public Library of Science Neglected Tropical Diseases*, vol. 8, 11, e3257. Disponible en ligne : [10.1371/journal.pntd.0003257](https://doi.org/10.1371/journal.pntd.0003257) (<http://dx.doi.org/10.1371/journal.pntd.0003257>).

2 JOHNSON C. K., HITCHENS P. L., PANDIT P. S., RUSHMORE J., EVANS T. S., YOUNG C. C., DOYLE M. M., « Global Shifts in Mammalian Population Trends Reveal Key Predictors of Virus Spillover Risk » (avril 2020), *Proceedings of the Royal Society B*. 287. Disponible en ligne : [10.1098/rspb.2019.2736](https://doi.org/10.1098/rspb.2019.2736) (https://www.researchgate.net/deref/http%3A%2F%2Fdx.doi.org%2F10.1098%2Frspb.2019.2736?_sg%5B0%5D=5AaF4s7bAqBft54O5iEXtff7QMurdROokhMNS_Z-MWBH8IAoufmQiVdlyHkkF

. 287. Disponible en ligne : [10.1098/rspb.2019.2736](https://www.researchgate.net/deref/http%3A%2F%2Fdx.doi.org%2F10.1098%2Frspb.2019.2736?_sg%5B0%5D=5AaF4s7bAqBef_t54O5iEXtff7QMurdROokhMNS_Z-MWBH8lAoufmQiVdlyHkkF3LtwMLHiccA8MMaBDcW0sSaC_P9ow.rnZJnrMXB25Mf0LicTslQ02St4ncj2y7Xv-KvailLGHUvHOJvHD8gP3x46Btgt3KTbdR6YuJQP-mWvs2q1TBeFw) (https://www.researchgate.net/deref/http%3A%2F%2Fdx.doi.org%2F10.1098%2Frspb.2019.2736?_sg%5B0%5D=5AaF4s7bAqBef_t54O5iEXtff7QMurdROokhMNS_Z-MWBH8lAoufmQiVdlyHkkF3LtwMLHiccA8MMaBDcW0sSaC_P9ow.rnZJnrMXB25Mf0LicTslQ02St4ncj2y7Xv-KvailLGHUvHOJvHD8gP3x46Btgt3KTbdR6YuJQP-mWvs2q1TBeFw).

3 JONES B. A., GRACE D., KOCK R., ALONSO S., RUSHTON J., SAID M. Y., MCKEEVER D., MUTUA F., YOUNG J., MCDERMOTT J., PFEIFFER D. U. (21 mai 2013), « Zoonosis Emergence Linked to Agricultural Intensification and Environmental Change ». In *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 110, n° 21, p. 8399–8404. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1073/pnas.1208059110>.

4 UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME (2016), « UNEP Frontiers 2016 Report: Emerging Issues of Environmental Concern ». Nairobi.

5 BAR-ON Y., PHILLIPS R., MILO R. (19 juin 2018), « The Biomass Distribution on Earth ». In *Proceedings of the National Academy of Sciences* 115, n° 25. Disponible en ligne : <http://www.pnas.org/content/115/25/6506>. Consulté le 2 mai 2020.

6 PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA BIODIVERSITE ET LES SERVICES ECOSYSTEMIQUES (29 octobre 2020), « IPBES Workshop on Biodiversity and Pandemics. », p. 5. Disponible en ligne : https://ipbes.net/sites/default/files/2020-10/20201028%20IPBES%20Pandemics%20Workshop%20Report%20Plain%20Text%20Final_0.pdf. Consulté le 19 novembre 2020.

7 PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA BIODIVERSITE ET LES SERVICES ECOSYSTEMIQUES (29 octobre 2020), « IPBES Workshop on Biodiversity and Pandemics. », p. 5. Disponible en ligne : https://ipbes.net/sites/default/files/2020-10/20201028%20IPBES%20Pandemics%20Workshop%20Report%20Plain%20Text%20Final_0.pdf. Consulté le 19 novembre 2020.

8 PLATEFORME INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA BIODIVERSITE ET LES SERVICES ECOSYSTEMIQUES (29 octobre 2020), « IPBES Workshop on Biodiversity and Pandemics. », p. 6. Disponible en ligne : https://ipbes.net/sites/default/files/2020-10/20201028%20IPBES%20Pandemics%20Workshop%20Report%20Plain%20Text%20Final_0.pdf. Consulté le 19 novembre 2020.

- 9 PARK C.-Y., VILLAFUERTE J., ABIAD A., NARAYANAN B., BANZON E., SAMSON J., AFTAB A., TAYAG M. C. (Mai 2020), « An Updated Assessment of the Economic Impact of COVID-19 ». In *Asian Development Bank*. Disponible en ligne : <https://www.adb.org/publications/updated-assessment-economic-impact-covid-19>. Consulté le 19 novembre 2020.
- 10 DERRIDA J. (2001), *L'Université sans condition*. Paris : Galilée, p. 21.
- 11 DERRIDA J. (2001), *L'Université sans condition*. Paris : Galilée, p. 11-12.
- 12 SPRINGMANN M., MASON-D'CROZ D., ROBINSON S., WIEBE K. D., GODFRAY H., RAYNER J. C. M., SCARBOROUGH P. (2018), « Health-Motivated Taxes on Red and Processed Meat: A Modelling Study on Optimal Tax Levels and Associated Health Impacts ». In *Public Library of Science ONE*, vol. 13, n° 11 : e0204139. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0204139>.
- 13 ESPINOSA R., TAGO D., TREICH N. (4 août 2020), « Infectious Diseases and Meat Production ». In *Environmental and Resource Economics*. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1007/s10640-020-00484-3>. Consulté le 20 novembre 2020.
- 14 DARDENNE E. (2022 [2020]), *Introduction aux études animales*. Paris : PUF.
- 15 BEST S. (2009), « The Rise of Critical Animal Studies : Putting Theory into Action and Animal Liberation into Higher Education ». In *Journal for Critical Animal Studies*, vol. 7, n° 1, p. 34-35.
- 16 BACEVIC J. (28 avril 2020), « There's Such Thing As Just "Following the Science" – Coronavirus Advice is Political ». In *The Guardian*. Disponible en ligne : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/28/theres-no-such-thing-just-following-the-science-coronavirus-advice-political>. Consulté le 4 mai 2020.
- 17 BRUGERE F., DEMOULE J.-P., PELLETIER W. (4 décembre 2017), « Pourquoi les sciences humaines sont-elles si dévalorisées ? ». In *L'Humanité*. Disponible en ligne : <https://www.humanite.fr/pourquoi-les-sciences-humaines-sont-elles-si-devalorisees-646570>. Consulté le 20 novembre 2020.
- 18 WEILER H. N. (2006), « Challenging the Orthodoxies of Knowledge: Epistemological, Structural and Political Implications for Higher Education ». In Guy NEAVE (dir.), *Knowledge, Power and Dissent. Critical Perspectives on Higher Education and Research in Knowledge Society*, UNESCO Publishing, p. 74.

- 19 CLUNIES-ROSS T., HILDYARD N. (2013), *The Politics of Industrial Agriculture*. Routledge, p. 80-81.
- 20 CLUNIES-ROSS T., HILDYARD N. (2013), *The Politics of Industrial Agriculture*. Routledge, p. 81.
- 21 GREENWALD G. (10 octobre 2020), « New Documents Reveal How the Animal Agriculture Industry Surveils and Punishes Critics ». In *The Intercept*. Disponible en ligne : <https://theintercept.com/2020/10/10/new-documents-reveal-how-the-animal-agriculture-industry-surveils-and-punishes-critics/>. Consulté le 19 novembre 2020.
- 22 LE FUR M. (21 mai 2019), « Question n°19697 posée to Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation », « Enseignement supérieur. Création à l'UFR Rennes 2 d'un diplôme d'université (DU) "animaux et sociétés" ». In *Assemblée Nationale, Débats Parlementaires. Journal Officiel de la République Française*, 2019, n° 21 A. N. (Q), p. 4604.
- 23 MORIN H. (29 décembre 2006), « L'INRA accusé de conflits d'intérêts avec la filière du foie gras ». In *Le Monde*.
- 24 COMITI A. (2006), *L'INRA au secours du foie gras. Enquête sur une expertise publique sous contrôle de l'industrie*. Lyon : Éditions Sentience.
- 25 COMITE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, « La recherche publique en France en 2019 : Diagnostic et propositions du Comité national ». Disponible en ligne : https://www.cnrs.fr/comitenational/Actualites/Propositions_Comite-national_Juillet-2019.pdf. Consulté le 25 août 2020.
- 26 OCDE (2016), *Regards sur l'éducation 2016 : les indicateurs de l'OCDE*. Paris : Éditions de l'OCDE, p. 241. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1787/eag-2016-fr>. Consulté le 23 juillet 2021.
- 27 OCDE (2020), *Regards sur l'éducation 2020 : les indicateurs de l'OCDE*. Paris : Éditions de l'OCDE, p. 306. Disponible en ligne : <https://doi.org/10.1787/7adde83a-fr>. Consulté le 23 juillet 2021.
- 28 BECKER H. S. (hiver 1967), « De quel côté sommes-nous ? ». Extraits de « Whose Side Are We On? », in *Social Problems*, vol. 14, n° 3, p. 239-247, traduits et présentés par Fabrice FERNANDEZ dans Didier FASSIN et Samuel LEZE (dir.) (2013), *La question morale. Une anthologie critique*. Paris : PUF, p. 480-481.

Français

Les relations anthropozoologiques ont atteint le paroxysme d'une crise qui implique la planète dans son ensemble, jusqu'à favoriser l'émergence d'une pandémie d'origine zoonotique, aux multiples effets destructeurs. Dans ce contexte, quel est et quel devrait-être le rôle du monde académique ? En s'appuyant sur les études animales, notamment leur versant critique, cet article explorera et discutera les valeurs normatives et la responsabilité des chercheuses et des chercheurs. À un moment où le monde humain est ébranlé par les effets directs et indirects de la propagation de la Covid-19 (une maladie zoonotique), la menace que représente l'interaction inappropriée entre les humains et les autres animaux change-t-elle quelque chose au rôle des universitaires qui travaillent sur ces sujets ? Quel est le rapport entre recherche, épistémologie, politiques scientifiques et crise sanitaire ?

English

Human-animal relationships have reached the climax of a crisis that affects the planet as a whole, leading to the emergence of a pandemic which started out as a zoonotic disease, with multiple devastating effects. In this context, what is the role of academics, what should it be? Building on animal studies, this paper will explore and discuss the normative values and the responsibility of researchers. At a time when the human world is dramatically impacted by the direct and indirect effects of the outbreak and spread of Covid-19, does the serious threat posed by the inappropriate interaction between humans and other animals make a difference to the role of academics exploring these topics? What is the relationship between research, epistemology, science policies and the health crisis?

Mots-clés

études animales, Covid-19, université, recherche, responsabilité, épistémologie, relations anthropozoologiques, politique scientifique

Keywords

animal studies, Covid-19, academia, research, responsibility, epistemology, human-animal relations, science policy

Émilie Dardenne

Université Rennes 2 Émilie Dardenne est maîtresse de conférences HDR en anglais à l'Université Rennes 2. Elle a publié plusieurs articles sur l'éthique animale et l'utilitarisme. Elle a également coorganisé divers colloques

Le monde académique d'après ? Études animales, discours et politiques scientifiques au temps de la Covid-19

internationaux et codirigé trois volumes collectifs. Son ouvrage Introduction aux études animales est récemment paru aux PUF (2022 [2020]).